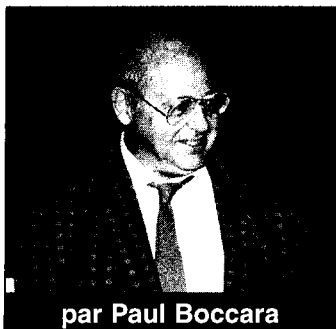


Pour une sécurité d'emploi de chaque être Union, action da



par Paul Boccara

« Au plan théorique chez Keynes, comme au plan pratique, le plein emploi n'a jamais signifié l'absence de chômage (...) »

Un monde de conquêtes sociales à gagner dans tous les pays, à l'opposé de la domination des capitalistes, pour le libre développement de chacun, c'est ce que proclame le Manifeste du Parti communiste. N'est-ce pas une exigence plus vivante que jamais aujourd'hui, face à la crise systémique mondiale?

C'est, en effet, à l'échelle du monde entier qu'explorent le chômage, la précarité et l'exclusion du travail, d'un côté, la domination des marchés financiers globalisés et ses chocs chaotiques, de l'autre côté.

L'Union soviétique et les régimes analogues de l'Europe de l'Est se sont effondrés. Mais aussi avec eux, sans doute, bien des illusions et des constructions perverses, même si le travail de deuil reste encore difficile pour beaucoup. Cependant, avec le capitalisme, le chômage galope en Russie.

Mais dans les pays capitalistes les plus développés eux-mêmes, l'Etat de bien-être du dit plein emploi, « *the Welfare State and the so called full employment* », s'est aussi effondré, bien que de façon moins catastrophique.

Et le chômage explose, en ce moment, dans les pays dits émergents de l'Asie du Sud-Est. Cependant, le chômage, dans une conception d'inspiration marxiste, ce n'est pas seulement un mal social, qui détruit physiquement et moralement. C'est aussi une souplesse du capitalisme, avec la mobilité des emplois et des capitaux, des techniques, à l'opposé de la solidarité féodale des serfs attachés à la terre jusqu'à la famine sur place.

Aussi un véritable dépassement, possible aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'abolition du chômage, mais encore une souplesse supérieure, avec la possibilité de non emploi, au lieu d'une rigidité d'emploi autoritaire.

On peut remplacer cette souplesse destructrice par la mise en formation de

masse des adultes, avec de bons revenus débouchant sur un meilleur emploi et un travail plus créateur ultérieur, une rotation entre emploi et formation contrôlée par les travailleurs. C'est ce qu'en France, après le grand mouvement de 1995, nous proposons de construire graduellement et que nous appelons: une Sécurité d'emploi ou de formation pour chacune et chacun, chaque femme et chaque homme.

On dit le plein emploi, c'est fini! Au contraire, on peut faire beaucoup mieux et commencer à dépasser le marché du travail, donc le salariat capitaliste lui-même. Il s'agirait de dépasser, d'une part, le plein emploi. Au plan théorique chez Keynes, comme au plan pratique, il n'a jamais signifié l'absence de chômage mais son taux réduit, contrairement aux idées courantes. Il a été de pair avec une sous-qualification massive. Il a débouché sur le chômage dit naturel, où l'on considère qu'il peut y avoir quasi plein emploi avec des millions de chômeurs.

Il s'agirait de dépasser, d'autre part, la garantie autoritaire du travail, des régimes étatistes qui se réclamaient du socialisme, avec son despotisme et ses gâchis, y compris un sous-emploi masqué.

Mais il s'agit de dépasser aussi — outre le chômage perdurable allant jusqu'à l'exclusion — toute la flexibilisation régressive actuelle du marché du travail: emplois à temps partiels imposés et non choisis, intérim, contrats à durée très précaire, destruction de droits et de protections acquises, pressions sur le travail des femmes, des jeunes, voire des enfants, des immigrés, etc., pour aller vers une mobilité de développement de chacun dans la sécurité contrôlée d'un bon emploi ou d'une bonne formation débouchant sur un meilleur emploi.

Contre la précarisation galopante, nous disons: « *Précarisés et précarisables de tous les pays, salariés, employés ou chômeurs, unissez-vous et intervenez!* ». Ou,

* Texte intégral ayant servi pour l'intervention orale prononcée à la Table Ronde finale, « Un monde à gagner », de la Rencontre Internationale « Le Manifeste communiste, 150 ans après », par Paul Boccara, au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, à Paris, le 16 mai 1998. La version anglaise de ce texte est accessible sur Internet <http://www.pcf.fr>

Emploi et de formation humain dans tous les pays*

pour reprendre le titre d'une interview que j'ai donnée en 1996 au quotidien argentin Pagina 12, lors de la grande grève contre la loi de flexibilisation du travail, « *Precarizados del Mundo, unios!* ».

Déjà en France, comme à des degrés divers dans plusieurs pays, ont été arrachés : – un important système d'indemnisation du chômage, – des revenus minima d'existence pour les exclus du travail, – des dépenses de formation obligatoires des entreprises et un « système de formation continue » des travailleurs adultes avec des congés-formation, – des stages de formation en alternance avec le travail, aidés publiquement pour des jeunes, au-delà de la formation initiale, pour leur insertion.

Certes, comme l'a souligné le grand mouvement des chômeurs en France à la fin de 1997, ces mesures restent très insuffisantes et encore aliénatrices :

- fins de droits des chômeurs ;
- niveaux insuffisants des minima sociaux ;
- formation continue trop peu utilisée par les non-qualifiés ;

- stages insuffisamment qualifiants et ne débouchant pas sur des emplois stables. Cependant, on peut chercher à les généraliser et à relever leur ampleur et leur niveau, actuellement très inégaux, partout dans le monde. Mais surtout on pourrait les transformer profondément, pour aller graduellement, en passant notamment des dépenses passives à des dépenses actives, vers une véritable Sécurité d'emploi ou de formation pour chacun, contrôlés et choisis par les intéressés. Si on l'atteignait, ce serait une transformation révolutionnaire, un dépassement du marché capitaliste du travail.

Lutter partout pour généraliser ou améliorer ces conquêtes sociales des pays les plus développés et même pour dépasser leurs insuffisances ou aliénations persistantes par des créations insti-

tutionnelles : voilà un début de programme nouveau international universel, possible, non en paroles mais concret, immédiat et d'avenir.

Toutefois, il faut considérer l'importance des moyens financiers, politiques et culturels, variant dans chaque contexte particulier mais sans doute avec des traits communs fondamentaux.

Dans l'Union européenne, le Sommet de Luxembourg en 1997 a proposé d'assurer, à chaque jeune avant six mois de chômage et à chaque adulte avant douze mois, soit un emploi, soit une formation, soit toute autre mesure d'insertion comme des entretiens personnels. En fait, l'aspiration à une véritable Sécurité d'emploi ou de formation est ainsi reconnue. Toutefois, malgré le besoin d'aides spécifiques pour la mise en formation elle-même, le troisième terme de la proposition, entretiens et suivi, comme d'ailleurs l'absence d'obligations et de moyens financiers correspondants montrent le caractère largement velléitaire et extrêmement insuffisant de ces propositions.

Pour nous Français, il s'agirait de dépasser les contradictions de la politique du gouvernement de gauche pluriel, avec de nouvelles mesures importantes visant l'emploi (emplois-jeunes, réduction de la semaine de travail à 35 heures, nouveaux stages de formation, etc.) mais des mesures financières contradictoires. C'est notamment l'aide publique à l'abaissement des charges sociales du travail, poussant à la baisse de tous les salaires, de la demande, de la qualification et relançant donc le chômage. Nous lui opposons – et c'est une revendication universelle possible – la baisse des charges financières des entreprises, c'est-à-dire des taux d'intérêt des crédits très abaissés pour les investissements, dans la mesure où ils font de l'emploi et de la formation, en coopération, avec des incitations publiques systématiques.

« On peut (...) commencer à dépasser le marché du travail, donc le salariat capitaliste lui-même »

« (...) à l'aide publique à l'abaissement des charges sociales du travail (...) nous opposons la baisse des charges financières des entreprises (...) »

« Avec la révolution informationnelle (...) la baisse des coûts et la compétitivité peuvent se fonder sur la formation et non sur les bas salaires »

« (...) contre la dictature des marchés financiers et pour les supplanter, il ne s'agit pas seulement de mesures de répression ou de dissuasion (...) mais de mesures positives sur la création monétaire et le crédit bancaire »

C'est possible, avec la révolution du décrochement de la monnaie par rapport à l'or, ouvrant l'alternative entre le soutien indéfini du cancer du marché financier, poussant et parasitant les nouvelles technologies, ou bien, au contraire, une création monétaire nouvelle, non pour les capitaux financiers mais pour les capacités humaines de toutes les populations en coopération.

C'est possible, avec la révolution technologique informationnelle, que Marx n'a pas pu analyser, tout en la pressentant dans une certaine mesure. En effet, la révolution informationnelle développe, d'un côté le chômage durable et les désordres de la globalisation financière. Mais, d'un autre côté, elle développe l'exigence de partager les coûts de recherche. En effet, la révolution informationnelle fait monter le rôle décisif des activités informationnelles (recherche, formation, accès aux données, etc.). Les moyens matériels nouveaux liés aux ordinateurs permettent, d'un côté, de remplacer complètement la main, achevant la révolution industrielle de la machine-outil et réduisant de façon extraordinaire le travail pour une même production. Et, d'un autre côté, ils remplacent le travail informationnel banal en poussant à la créativité des travailleurs pour développer et utiliser les recherches.

Or, le résultat d'une recherche peut être commun à tout le monde, au lieu d'être approprié par une seule entreprise comme une machine. Et donc, les coûts de recherche peuvent être d'autant plus partagés qu'il y a d'êtres humains formés, employés et équipés pour les utiliser. La baisse des coûts et la compétitivité peuvent se fonder sur la formation et non sur les bas salaires. Cependant, sous domination de la rentabilité financière capitaliste, le partage des coûts de recherche se fait de façon monopoliste pour détruire les concurrents, par des contrôles financiers d'immenses ensembles mondialisés.

Pour faire un schéma très simplifié et se limiter à quelques éléments fondamentaux, on peut considérer deux triangles [pour ce passage voir encadré ci-contre sur le triangle de la crise systémique mondiale et celui d'une construction profondément nouvelle, concernant les trois côtés des objectifs sociaux, des financements, des droits et pouvoirs].

Encore quelques mots pour finir, sur les deux derniers côtés du deuxième triangle, le côté financier et celui des droits et pouvoirs.

Pour le côté financier il s'agit aussi des critères d'utilisation des fonds dans les

entreprises: sous l'influence du crédit et de la fiscalité et avec une importance nouvelle des entreprises publiques et mixtes, coopérant entre elles. On pourrait faire avancer des critères d'efficacité sociale des gestions, en faisant reculer dans une mixité conflictuelle la rentabilité capitaliste, face aux défis de dépasser à la fois les gâchis bureaucratiques des secteurs publics et la solution réactionnaire des privatisations multinationales.

Ces critères d'efficacité sociale viseraient :

- l'augmentation de toute la « valeur ajoutée » (profit + salaires + prélèvements publics ou sociaux) et non pas le seul profit ;

- l'élévation de l'efficacité des capitaux, les économisant pour une même valeur ;

- « la valeur ajoutée disponible » (VAd) sur cette base pour les travailleurs et la population ;

- la baisse de tous les coûts (y compris salariaux) mais pour une valeur ajoutée disponible « supplémentaire » revenant aux travailleurs et à la population ;

- la coopération sur un espace donné pour élever la VAd par tête de population de l'espace, avec l'emploi, la formation, la recherche, les autres dépenses sociales, les partages des coûts informationnels, etc.

Ensuite, contre la dictature des marchés financiers et pour les supplanter, il ne s'agit pas seulement de mesures de répression ou de dissuasion :

- taxe dite de Tobin sur les flux internationaux de capitaux ;

- emprunts obligatoires sur les grands Fonds d'investissements, comme les Fonds de pension ;

- réserves obligatoires des banques, pénalisant leurs crédits pour des acquisitions sur le marché financier.

Il s'agit – bien plus radicalement, mais sur quoi pèse le tabou de l'indépendance des banques tandis que beaucoup de ceux qui se prétendent radicaux n'en parlent pas – de mesures positives sur une création monétaire et un crédit bancaire organisés de façon novatrice. Elles permettraient en outre de favoriser un Fonds de prise de contrôle et d'alimentation de nouvelles entreprises publiques à partir de certains remboursements.

Ce crédit nouveau sélectif des banques – initié par des aides publiques abaissant les taux d'intérêt – doit être appuyé sur un refinancement par création monétaire des Banques centrales, permettant des taux d'intérêt très réduits pour l'emploi et la formation, et sur le Fonds social de financement. Toute la crise peut être vue comme la montée des marchés finan-

DEUX TRIANGLES POUR UN SCHEMA

Premier triangle : celui de la crise systémique mondiale.

- **1er côté du triangle** : chômage, précarité et exclusion.
- **2ème côté** : domination des marchés financiers, des capitaux placés en titres spéculatifs dominant toutes les activités, avec notamment la privatisation des entreprises publiques.
- **3ème côté** : appareils techno-bureaucratiques dominateurs, aux plans national et supranational, zonal et mondial.

Deuxième triangle : celui de la réponse, du début d'une construction profondément nouvelle, de portée révolutionnaire.

- **1er côté** : Droits nouveaux à une Sécurité d'emploi ou de formation pour chacune et chacun.
- **2ème côté** : Utilisation nouvelle des fonds et recul de la privatisation avec des entreprises publiques ouvertes à la coopération. Mesures contre les marchés financiers globalisés. Et mesures positives pour une création monétaire commune, une expansion du crédit des banques, avec des taux d'intérêt très abaissés pour les investissements d'autant plus qu'ils prévoient de l'emploi et de la formation de façon efficace, des Fonds sociaux nouveaux.
- **3ème côté** : Nouveaux pouvoirs d'interventions directes et concertées des travailleurs, de chaque membre de la population, depuis le niveau local, sur les emplois, la formation, les crédits, l'utilisation des fonds, en coopération mixte avec les élus et la délégation représentative. ■

ciers, où les entreprises lèvent des fonds exigeant des hauts rendements, à l'opposé du crédit à bon marché par création monétaire pour la production réelle, l'emploi et le social. Mais cela a tendu à freiner la croissance de la production et, bien plus encore, l'emploi.

Bien sûr, l'expansion du crédit de la longue phase de croissance d'après-guerre était devenue trop inflationniste, avec les gâchis des anciennes technologies, des dominations bureaucratiques, de l'insuffisance de la formation, etc. Cependant, l'explosion de la croissance financière a à la fois supprimé certains gâchis en poussant les nouvelles technologies et provoqué de nouveaux gaspillages en parasitant la révolution informationnelle et en rejetant des masses de travailleurs. Mais, cette « *pourriture est le laboratoire de la vie* » comme disait Marx et l'explosion parasitaire des revenus financiers, allant de pair avec le chômage et non fondée sur une forte croissance des investissements en machines et des emplois, annonce la possibilité d'une société où la croissance dépendrait davantage de la recherche et de la formation que de l'emploi et des machines. Ainsi, toute la sortie de la crise passerait par l'organisation d'un nouveau crédit non inflationniste, favorisant les nouvelles technologies mais avec l'expansion des capacités humaines partout, en faisant reculer très fortement les marchés financiers.

Par parenthèse, le « capital », qu'il faut dépasser dans une société de dépassement du capitalisme, ce n'est pas une

simple propriété privée de moyens de production, qui existe déjà dans le système esclavagiste. Comme l'a montré Marx dans *Le Capital*, c'est une propriété de monnaie et d'actifs monétaires, conditionnant des décisions d'utilisation, pour la production ou hors de la production, de cette monnaie et de la monnaie de toute la société (crédit et marchés financiers), en vue de la rentabilité économique (profit / capital) et aussi de la rentabilité financière, tenant compte du jeu des capitaux empruntés et des taux d'intérêt.

Déjà, ce crédit très nouveau s'appuierait sur un autre type de création monétaire expansive en commun. En Europe, cela irait à l'encontre de la restriction monétaire, favorisant les marchés financiers, par les orientations de la monnaie unique, de fusion des monnaies nationales avec le deutschmark pour une monnaie forte facilitant les placements et les attractions de capitaux.

Même de l'intérieur de cette construction d'une monnaie unique, les contrôles du Parlement européen et des Parlements nationaux ainsi que les interventions des travailleurs depuis les bassins d'emplois pourraient obliger la Banque centrale européenne et le Système européen des Banques centrales à la création monétaire et de crédit pour un « Nouveau modèle social », en allant vers un dépassement ultérieur de la monnaie unique par une monnaie commune articulée aux monnaies nationales pour une expansion plus coopérative.

Au plan mondial, cela concernerait

« La création concertée d'une monnaie commune mondiale favoriserait le crédit partagé entre tous les pays (...) à l'opposé des pressions spéculatives des capitaux financiers (...) jouant entre les monnaies »

« (...) il ne s'agirait plus de faire le bien des autres, de façon paternaliste ou en se sacrifiant, mais de contribuer à ce que chacun puisse créer son propre bien et la beauté de sa vie, en relation avec les autres (...) »

notamment un dépassement du Fonds monétaire international actuel et de sa domination par le dollar des Etats-Unis, prélevant sur le monde entier par sa création, même faiblement inflationniste. Il s'agirait de dépasser aussi les illusions de la guerre économique de l'euro avec le dollar ou d'un condominium « dollar-euro-yen » sur le dos des peuples. Ce dépassement serait fondé sur la transformation des Droits de Tirages Spéciaux du FMI, définis par un panier des différentes monnaies nationales, en une véritable monnaie commune mondiale. La création concertée d'une monnaie commune mondiale permettrait le crédit, à taux abaissé, partagé entre tous les pays pour favoriser l'emploi, la formation, des prises de contrôles publiques, les partages de coûts de recherche, ainsi que la coopération de toutes les monnaies nationales, à l'opposé des pressions spéculatives des capitaux financiers jouant sur les différences entre les monnaies nationales pour imposer leur loi.

Pour le côté des droits et pouvoirs, enfin, cela dépasse une nouvelle construction politique, où monteraient les interventions directes et concertées de tous, depuis les localités et les régions, aux côtés de la délégation représentative.

Cela touche le développement de la vie hors travail, avec d'ailleurs le dépassement du travail lui-même, comme tel, c'est-à-dire comme activité coupée du reste de la vie et aliénée.

C'est la vie de chaque être humain et de tous, la régénération humaine, qui est en définitive le but de la reproduction matérielle sociale, tandis que l'efficacité éco-

nomique doit être subordonnée à la félicité anthropologique de toutes ces vies. Et les conditions de ces vies humaines, loin d'être négociables sur le marché, par des contrats ou par des traités, non seulement doivent être respectées mais être l'objet de nouveaux droits et pouvoirs pour un développement plus large, face à toutes les remises en cause des progressions antérieures.

Cela concerne tout particulièrement les dominations de genre ou de sexe, des femmes, ainsi que la domination des enfants et des jeunes. Ces dominations contribuent largement à toutes les oppressions et aux résistances contre l'émancipation, y compris au plan socio-économique. Au plan de la base économique, un bon « revenu de développement et d'activité » pour chaque être humain, assurant sa formation et son emploi, constitue un élément décisif de cette émancipation, avec en outre de nouveaux droits des femmes pour la libre disposition d'elles-mêmes et de leur vie, et aussi des enfants et des jeunes pour une scolarisation non seulement garantie mais contrôlée par eux-mêmes.

D'ailleurs, le défi de la révolution démographique de la longévité et d'une nouvelle réduction de la natalité, en liaison avec la révolution informationnelle, pose, comme jamais, ces questions du renouvellement quantitatif et qualitatif des générations, des solidarités et des émancipations de genre et d'âge, y compris pour les très âgés.

Un revenu assuré pour un emploi, avec la réduction du temps de travail normal, non seulement de la journée, de la

semaine, de l'année mais sur toute la vie, ou pour une formation et le passage contrôlé entre emploi et formation, pour la maîtrise culturelle de sa vie, au travail et hors du travail, pour et par chaque être humain, n'est-ce pas une des conditions de cette émancipation? Avec d'autres droits et pouvoirs, bien sûr, de contrôle de sa vie en relation, dans les sphères économiques et non économiques.

Ainsi, pourrait grandir l'apport de chacun, et dans chaque aire plus ou moins étendue de civilisation, à une civilisation universelle, à l'opposé de toutes les uniformisations ou au contraire des repliements identitaires. Au-delà d'ailleurs d'une simple juxtaposition des civilisations, des connexions transversales universelles permettraient l'ouverture à différentes modalités culturelles dans chaque société. Une éthique d'inter-créativité par chacun de son propre style de vie avec les autres et à travers toutes les civilisations, tendant à enrichir les styles de vie de tous, pourrait avancer. Sur la base d'un partage des ressources, des informations et des pouvoirs, il ne s'agirait plus de faire le bien des autres, de façon paternaliste ou en se sacrifiant, mais de contribuer à ce que chacun puisse créer son propre bien et la beauté de sa vie, en relation avec les autres et avec une rotation des rôles non monopolisés. Ainsi, le but déjà proclamé par le Manifeste du Parti communiste d'une existence plus belle pourrait commencer à prédominer. ■

ABONNEMENT

• FRANCE	1an : 320 F	2 ans : 620 F
• TARIF ETUDIANT	1an : 280 F	2 ans : 550 F
• ETRANGER	1an : 480 F (frais de port par voie maritime inclus)	

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal : Tél :

Abonnement à partir du n° pris à envoyer

Règlement espèce chèque postal ou bancaire

sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien
75019 Paris - Tél : 01.40.40.13.40 - 01.40.40.13.47